



Munich Personal RePEc Archive

**Cooperation between sectoral regulators
and the use of regulatory and
competition powers in the United
Kingdom**

Price, Richard

UK Regulators' Network

26 September 2014

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/90343/>
MPRA Paper No. 90343, posted 03 Dec 2018 14:37 UTC



Coopération trans-modale et utilisation des pouvoirs de régulation et de concurrence au Royaume-Uni

Richard Price¹
UK Regulators' Network

Conférence “régulation et compétitivité”: Lancement du Club des Régulateurs Français, Université Paris-Dauphine, Paris

26 septembre 2014

Introduction

Le Réseau des Régulateurs du Royaume-Uni (UK Regulators Network) est en activité depuis six mois et cette conférence constitue dès lors une bonne opportunité pour examiner comment les régulateurs collaborent entre eux au Royaume-Uni et comparer cette expérience avec celle de nos voisins européens.

Le Royaume-Uni attend beaucoup du développement de ses infrastructures et de leur impact sur l'efficacité et la croissance de l'économie. Ces attentes correspondent à un ambitieux programme d'investissements, soutenu par le gouvernement et les investisseurs privés, et qui vise à renouveler et à étendre la capacité et la qualité des réseaux de toute une série de secteurs. La régulation économique et la concurrence ont un rôle important à jouer pour assurer l'efficacité des investissements et concilier les intérêts des consommateurs et des investisseurs. Dans ce contexte, le rôle d'une régulation économique indépendante en tant que facteur d'optimisation de

¹ Directeur-général, Office of Rail Regulation britannique, et Président, UK Regulators' Network. 1 Kemble Street, London, WC2B 4AN.
www.ukrn.org.uk Twitter: @ukregulators et @richardprice101

compétitivité – qui est le thème de cette conférence – a rarement revêtu autant d'importance.

Dans cette session, je discuterai

- de la relation entre la concurrence et la régulation, ainsi que de la manière dont les régulateurs utilisent leurs pouvoirs ;
- de l'importance d'une régulation indépendante pour assurer que les services aux consommateurs soient livrés de manière efficiente, particulièrement dans le cadre d'investissements majeurs dans l'infrastructure du Royaume-Uni ; et
- de la manière dont les régulateurs économiques du Royaume-Uni collaborent pour améliorer l'efficacité, l'uniformité et la productivité de la régulation économique.

Quelle a été l'impact de la régulation économique?

Rappelons tout d'abord que la régulation économique a obtenu des résultats considérables au cours de la période qui a suivi la privatisation. Quelque soient les secteurs réglementés, la régulation économique indépendante adoptée par le Royaume-Uni a donné confiance et certitude aux investisseurs, contribué à améliorer le sort des consommateurs et protégé les contribuables. Nous avons observé des gains importants pour les consommateurs dans tous les marchés réglementés – qu'ils soient largement libéralisés ou toujours soumis à des contrôles de prix.

Depuis sa privatisation en 1989, le secteur de l'eau a attiré des investissements de 116 milliards de livres et mis à la disposition de ses clients une infrastructure et des services de bien meilleure qualité, sans qu'il en coûte quoi que ce soit aux contribuables.

La régulation du secteur des communications a encouragé une forte concurrence, les innovations et les investissements, qui ont transformé l'économie et notre existence quotidienne. Les services de téléphonie mobile et à haut débit sont disponibles partout et leur vitesse, leur capacité et la gamme des services disponibles aux consommateurs ne cessent de s'améliorer - et pourtant une famille moyenne au Royaume-Uni dépense moins sur ces services aujourd'hui qu'il y a 10 ans et paye moins que les familles d'autres économies développées.

Dans les 15 années qui ont suivi la privatisation du secteur de l'énergie, la régulation a réduit de moitié le coût de livraison de l'énergie aux consommateurs et dans les huit années à venir permettra une augmentation des investissements de 50 pour cent à un cout de capital réduit. Les réformes du marché de détail entreprises par Ofgem vont renforcer la concurrence et la revue des marchés de l'énergie, récemment annoncée, qui a été soumise par Ofgem au CMA va examiner si des mesures supplémentaires doivent être prises pour éliminer les obstacles à la concurrence. Le dispositif énergétique du Royaume-Uni est plus sûr, plus durable et plus fiable et, alors que les couts de l'énergie sont en augmentation, les prix restent en dessous de la moyenne à laquelle doivent faire face les consommateurs en Europe.

La régulation économique a assisté la transformation du secteur aéroportuaire. Elle a créé un choix et une valeur énorme pour les passagers en soutenant le développement de la concurrence et l'expansion des aéroports régionaux. Elle est à la base de l'investissement de 11 milliards de livres au cours de la dernière décennie dans les installations de classe mondiale qui ont transformé la réputation et la perception de Heathrow.

Pour les chemins de fer, la régulation a fait baisser le coût au jour le jour de l'infrastructure ferroviaire de 40 % au cours des 10 dernières années, et 19 % supplémentaires sont encore à venir au cours des cinq prochaines années, dégageant ainsi des ressources pour investir dans la création d'un meilleur réseau.² Elle a fixé des objectifs de ponctualité qui ont contribué à une augmentation soutenue de la demande – accompagné d'un doublement des passagers par kilomètre et une croissance de 25 % des volumes de fret depuis la privatisation en 1997; des niveaux record de satisfaction de la clientèle; et un niveau de sécurité parmi les meilleurs d'Europe.

Il est vrai qu'une évaluation ex post plus détaillée et de meilleure qualité nous aiderait à déterminer comment ces bénéfices ont été réalisés, ce qui constitue la meilleure pratique, et s'il n'aurait pas été possible d'accomplir davantage en utilisant d'autres jugements ou d'autres leviers. Mais les bénéfices sont bien réels.

Le modèle du Royaume-Uni est tenu en haute estime et copié par d'autres pays, et est aussi reconnu comme un modèle positif qui permet de concilier les intérêts des consommateurs et des investisseurs tout en préservant les incitants à l'efficacité.

Nous observons également l'extension de certains des outils de régulation économique et de protection des consommateurs à certains services publics, même en l'absence de

2 Voir tableau 1 à la fin

privatisation – notamment aux services de soins de santé et au réseau routier stratégique de l'Angleterre.

Qu'est-il donc arrivé au développement de la concurrence?

Mais l'une des attentes principales présente à l'époque de la privatisation ne s'est pas réalisée. L'érosion progressive de la régulation économique, dont le besoin aurait été réduit par le développement progressif de la concurrence – ne s'est pas produite dans tous les marchés.³

Dans le secteur de l'eau le développement de la concurrence a connu des difficultés – par exemple lorsqu'il s'est agi de réduire la taille minimale des nouveaux participants («inset competition»), ou encore d'arriver à une séparation verticale pour permettre une concurrence accrue dans les parties de la chaîne de valeur qui dépendent moins d'un réseau monopolistique;

- la libéralisation du marché de l'énergie a suscité des mécontentements;
- dans le secteur ferroviaire, les réponses structurelles et financières à la crise qui a suivi les problèmes de sécurité de la fin des années 90 et du début des années 2000 ont affaibli la nécessité pour le détenteur actuel du monopole de l'infrastructure de se soucier de sa clientèle ; et tout comme le marché des passagers, il est vulnérable aux interventions des fonctionnaires ;
- dans le secteur de la santé – c'est seulement maintenant que nous commençons à apercevoir une forme de régulation qui force les détenteurs actuels de monopole à donner la priorité aux consommateurs. Mais le régulateur économique pour les soins de santé – Monitor – et les autorités responsables de la concurrence – ont commencé à attirer l'attention sur les priorités ;
- il y a eu par ailleurs des interventions structurelles et des dérégulations plus réussies dans le secteur aéroportuaire ; et dans le secteur des communications la libéralisation et l'évolution de la technologie ont transformé le marché et la vie de tous les jours.

Pourquoi voyons-nous encore tellement de secteurs réglementés où la concurrence est restée relativement faible? Il peut y avoir plusieurs raisons.

3 Comme illustré au tableau 3

Tout d'abord je ne pense pas qu'il ait de « vieux régulateurs paresseux » qui ne font pas leur travail sur la concurrence ou sur les questions structurelles, parce que ce serait trop difficile, ou que ce serait probablement trop difficile à expliquer, ou que ce serait une bataille trop dure à gagner. Je vois au contraire des régulateurs qui essaient de solutionner des questions structurelles difficiles dans des secteurs différents. Tous les régulateurs consacrent du temps à examiner s'il existe un bon équilibre entre les différents leviers que nous utilisons. Nous réfléchissons beaucoup à l'équilibre à atteindre entre d'une part l'utilisation de leviers réglementaire ex ante - qui peuvent être complexes et dérangeants mais produisent souvent des améliorations rapides et visibles pour les consommateurs ; et d'un autre côté l'utilisation de pouvoirs de concurrence et de réformes structurelles qui peuvent aboutir à des solutions à plus long terme mais aussi réduire de manière significative l'étendue et l'interférence de la régulation.

Je n'ai pas non plus observé de signes de dérapage ou de laisser faire - bien qu'en tant que régulateur, lorsqu'une partie de votre personnel est impliquée dans des tâches ingrates de surveillance et de vérification, vous devez bien évidemment vous assurer que vous donnez suffisamment de priorité et d'attention aux grandes questions du bien-être des consommateurs et de la structure des secteurs, et vous demander constamment si vous employez bien les leviers de régulation et de concurrence de manière équilibrée.

Cela peut s'avérer difficile - et c'est plus difficile encore quand les régulateurs doivent faire face à des objectifs multiples ou assumer des fonctions qui ne sont pas essentielles à leur tâche principale ou qui encore risquent de compromettre leur indépendance par rapport au gouvernement. Certains y voient un parallèle avec ce que nous demandons nous-mêmes de faire à nos entités réglementées - nous « nous nous en tenons à notre offre de vente unique » et « développons notre entreprise ». Mais une autre manière de voir les choses est ce que l'Institut pour le Gouvernement appelle le « Christmas-tree quango », ou « quango en arbre de Noël » [Note : organisation quasiment non-gouvernementale] auquel de plus en plus de fonctions sont progressivement ajoutées comme des décorations supplémentaires sur un arbre de Noël. Nous devons nous rappeler que nous ne « développons pas une entreprise ». Nous sommes des organismes statutaires indépendants dont la responsabilité est, entre autres, d'améliorer le sort des consommateurs et des utilisateurs professionnels. Quand il s'agit de nos responsabilités et de nos fonctions les régulateurs et le gouvernement doivent garder clairement à l'esprit le besoin de soutenir et d'améliorer l'intégrité, la

discipline et l'expertise qui nous permettent d'agir fermement dans l'intérêt des consommateurs.

Les régulateurs ont en général traité moins de cas en application de la loi sur la concurrence de 1998 (1998 Competition Act (CA98)) que les instances responsables de la concurrence – bien qu'il y en ait eu plusieurs. Si d'un autre côté on regarde les chiffres approximatifs des études de marché de ces 10 dernières années, à partir de 2005, les chiffres provenant des régulateurs sectoriels s'élèvent à environ un quart du nombre de cas traités par l'Office of Fair Trading, pour tous les marchés et pour l'économie dans son ensemble.⁴ Ce n'est pas disproportionné. On ne peut donc pas conclure que les régulateurs, lorsqu'on les compare à d'autres secteurs, se soient abstenus de promouvoir la concurrence ou des changements structurels plus fondamentaux.

L'utilisation de régulations ne va pas toujours à l'encontre des intérêts des consommateurs : loin s'en faut. Les leviers de régulation et ex ante produisent souvent des bénéfices plus sûrs et plus rapides pour les consommateurs-en fait l'utilisation d'engagements par l'OFT et de remédiations comportementales par la Commission de la Concurrence montrent que l'utilisation de solutions ex ante n'est pas limitée aux secteurs réglementés.⁵ Nous sommes constamment à la recherche des meilleurs outils pour chaque problème.

L'on peut probablement dire, en fait c'est peut-être même une évidence au Royaume-Uni et ailleurs, que le rôle du gouvernement varie énormément d'un secteur à l'autre. Cette variation reflète en partie les structures différentes de chaque secteur; et en partie les objectifs inextricablement liés de développement de la croissance économique, les intérêts des consommateurs et d'autres objectifs. Elle peut refléter la situation financière des départements gouvernementaux et le montant des deniers publics en jeu dans des secteurs comme les transports et les soins de santé. Et parfois elle reflète les positions des départements vis-à-vis des questions structurelles-qui peuvent aller d'une attitude favorable à la concurrence à une attitude moins favorable.

4 Depuis 2005. Source: Autorité de Concurrence et des Marchés – Rapport Annuel sur la concurrence (avril 2014) et site internet de l'Office for Fair Trading and the Competition Commission (autorités de la concurrence)

5 Voir Amelia Fletcher: Privatisation, economic regulation and competition in the utilities: Have we got the balance right? Beesley Lecture Series, 14 November 2013; pp 9-10. <http://competitionpolicy.ac.uk/publications/presentations-and-lectures>

Il existe des variations importantes entre les approches adoptées par les différents départements.

Il y a donc des différences importantes entre les secteurs - dans les approches, dans la structure du marché et dans la technologie ainsi que dans le cadre politique. Celles-ci expliquent en partie les variations dans la concurrence et dans l'équilibre entre la concurrence et les leviers réglementaires utilisés par les régulateurs de secteurs et les instances responsables de la concurrence.

Régulation et nouveaux investissements

J'ai mentionné il y a quelques instants quelques-uns des succès notables enregistrés par la régulation au Royaume-Uni au cours de la décennie écoulée. L'on oublie parfois, ou l'on trouve normal, que le système de régulation économique indépendante a réduit le coût des services et amélioré qualité et choix pour les consommateurs tout en fournissant un environnement stable et prévisible pour les investisseurs, dans lequel les risques sont compris, les engagements sont crédibles et le coût de la finance est proportionnellement réduit. C'est d'autant plus difficile que d'autres pressions – souvent indépendantes du marché réglementé lui-même-ont conduit à une augmentation des prix. Le danger existe de ne pas tirer les leçons de l'impact de la régulation au cours de la dernière décennie et de manquer une opportunité d'appliquer les techniques et leçons du passé à de nouvelles situations.

La question est d'autant plus importante à un moment où les plans de renouvellement et d'expansion de l'infrastructure du Royaume-Uni deviennent plus ambitieux. Ceci est en partie la réponse du gouvernement aux craintes qu'un sous-investissement dans l'infrastructure pourrait restreindre la croissance économique future.

Le classement de 2013 du Forum Économique Mondial pour la qualité des infrastructures dans le monde indique que le Royaume-Uni est passé de la sixième à la huitième place. Le Plan National des Infrastructures du ministère des finances indique que ceci pourrait avoir restreint la croissance du PNB ces 10 dernières années.

Sur une note plus positive le Royaume-Uni reste un leader mondial pour sa capacité d'attirer les investissements privés dans son infrastructure – et le gouvernement s'est engagé à faire du Royaume-Uni la destination numéro 1 des investissements en infrastructure dans le monde – une étude récente a classé le Royaume-Uni et la France dans les trois premiers pays du monde.

Dans l'intérêt de la poursuite de notre entente cordiale je ne vais pas révéler ce soir dans quel ordre ! La régulation économique, en coopération avec le gouvernement, a contribué au développement d'un environnement stable et attractif pour les investisseurs. C'est un encadrement avec lequel les investisseurs sont familiers et qu'ils comprennent.

Le Plan National des Infrastructures du gouvernement du Royaume-Uni indique que le total des projets d'infrastructures au cours des prochaines décennies se monte à 377 milliards de livres au prix de 2012 – 2013. À peu près 220 milliards de ce montant sont pour le secteur de l'énergie et 120 milliards pour le secteur des transports y compris l'aviation, les routes et le rail (voyez le graphique 4). Mais il y a aussi d'autres programmes importants dans d'autres secteurs. Le plan comprend certains des projets les plus importants de notre ère- tels que le Thames Tideway (Note : Égout sous la Tamise), le High Speed 2 (Train à grande vitesse), et des investissements majeurs en production et transmission d'énergie à faible émission de carbone, ainsi que l'augmentation de la capacité des aéroports. Il y a également des investissements importants en dehors des réseaux réglementés -dans le réseau routier stratégique et dans la gestion des risques d'inondations.

Les régulateurs se concertent bien entendus avec le gouvernement et les entreprises pour déterminer les meilleurs paramètres qui permettront aux projets de bénéficier aux consommateurs et à l'économie de la manière la plus efficace; et aussi comment ils peuvent être financés en protégeant les intérêts des consommateurs aujourd'hui et à l'avenir.

L'on peut dire qu'une variété d'instruments est apparue pour attirer les investissements dans les projets d'infrastructures. Parfois ils utilisent avantageusement les régimes réglementaires existants - comme dans le cas du Thames Tideway, améliorant l'infrastructure ferroviaire existante et la capacité aéroportuaire.

Parfois le rôle de régulation indépendante a peut-être plus à offrir en termes de support de valeur que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Il y a un risque de trop se fier à des contrats à long terme et des garanties et de ne pas mettre suffisamment l'accent sur des incitants dynamiques et continus qui encouragent une livraison des services efficace et dans l'intérêt des consommateurs. Ce sont là exactement les problèmes pour lesquels une régulation indépendante a fait ses preuves - avec son arsenal d'analyses de performance et d'incitants crédibles et la capacité d'évoluer pour répondre à de nouveaux défis. La régulation économique ne sera pas la réponse à tous les problèmes dans toutes les situations.

Mais l'on peut se demander si l'on a suffisamment recours à la régulation économique pour maintenir le coût des investissements à un niveau raisonnable pour garantir que les consommateurs et les contribuables ne paient pas plus qu'il n'est nécessaire ; et pour concilier les intérêts des investisseurs et des consommateurs de manière à ce que les consommateurs bénéficient de la meilleure offre et que les coûts de financement restent peu élevés.

Je ne vais pas tenter de répondre à cette question aujourd'hui. Mais avec des investissements de cette taille il est dans l'intérêt de tous de comprendre ce qu'une régulation indépendante peut apporter ; dans quels cas elle fonctionne le mieux ; et comment elle peut évoluer pour produire de meilleurs résultats à l'avenir.

Ce que nous enseigne les différents secteurs: le UK Competition Network et le UK Regulators' Network.

Il y a des défis importants : nous assurer que nous faisons constamment évoluer les meilleures pratiques et que nous utilisons les leviers de la régulation et de la concurrence au bénéfice des consommateurs ; et à l'avenir, il y a les défis posés par de nouveaux investissements majeurs dans l'infrastructure.

En relevant ces défis les régulateurs ont-ils appris les uns des autres? -Et avons-nous systématiquement expliqué les avantages, les limites et les développements potentiels de la régulation économique ?

Notre sentiment en tant que régulateur est que nous devons collaborer davantage pour mettre en commun et partager notre expérience et notre expertise ; et pour entreprendre des travaux spécifiques sur les problèmes que nous partageons.

Dans le cadre de la promotion de la concurrence, nous avons lancé le UK Competition Network (UKCN) (réseau de la concurrence du Royaume-Uni) parallèlement au nouveau Competition and Markets Authority (Autorité de la concurrence et des marchés), le CMA, qui à partir de l'année prochaine recevra des ressources supplémentaires qui pourront être déployées dans les secteurs où les régulateurs ont des pouvoirs concurrents-cela fait une différence pour ce que nous sommes capables de faire. Individuellement la plupart des régulateurs n'ont qu'un nombre limité de cas, qui nous sont soumis en application de la législation sur la concurrence, et un nombre limité d'études de marché, et par conséquent notre capacité en qualité de spécialistes est

limitée. La collaboration au sein de l'UKCN existe déjà entre le CMA et les régulateurs - les revues des marchés de l'énergie et du secteur de la banque de détail étant les exemples les plus visibles.

En parallèle nous avons lancé le UK Regulators' Network (UKRN) (réseau des régulateurs du Royaume-Uni) pour travailler dans les domaines d'intérêt commun. C'est plus ou moins l'équivalent du Club des Régulateurs, mais les membres sont eux-mêmes des régulateurs et les entreprises réglementées, les groupes de consommateurs, les investisseurs, les universitaires et le gouvernement sont des interlocuteurs au lieu d'être des membres. Le Réseau se compose des 10 régulateurs économiques du Royaume-Uni -et nous sommes en train d'enrôler de nouveaux organismes, le Payments Systems Regulator (Régulateur des systèmes de paiement) qui va réglementer le marché des transferts financiers au Royaume-Uni; et le Strategic Roads Network Monitor (Surveillant du réseau routier stratégique), qui est un nouvel organisme que l'ORR est en train de mettre en place. Les membres du UKRN sont les mêmes que ceux du UK Competition Network, mais à l'exclusion de la Competition and Markets Authority, et cela afin d'éviter d'éventuels conflits d'intérêts avec son rôle de juridiction d'appel pour les questions de régulation. Ils ont un statut d'observateur à nos discussions.

L'UKRN a six objectifs:

- Une régulation économique cohérente et homogène entre les différents secteurs : nous fournirons un point de vue commun clair lorsque les réglementations de différents secteurs doivent être accordées ou compatibles et nous nous assurerons que nous traiterons avec efficacité des questions intersectorielles.
- Coût des services et protection des consommateurs: nous nous efforcerons de comprendre les questions intersectorielles relatives au coût des services et de travailler à la protection des consommateurs afin de nous assurer que les consommateurs des marchés réglementés disposent des informations et autres outils nécessaires pour participer aux marchés de manière efficace.
- Un environnement positif pour des investissements efficaces: nous travaillerons ensemble pour améliorer l'environnement et garantir ainsi des investissements efficaces dans l'infrastructure du Royaume-Uni.
- Une régulation efficace: nous ferons un meilleur usage de l'expertise et des ressources limitées pour atteindre de meilleurs résultats ou réduire les coûts.

- Promouvoir la concurrence dans l'intérêt des consommateurs: nous travaillerons, avec le CMA et par le biais de l'UKCN, à une meilleure utilisation des leviers de concurrence et de régulation pour un meilleur fonctionnement des marchés et de meilleurs résultats pour les consommateurs.
- Une meilleure maîtrise de l'efficacité de la régulation économique : nous expliquerons et utiliserons au mieux la régulation économique, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de ce qu'une régulation économique indépendante peut accomplir, quand elle fonctionne le mieux et comment nous pouvons nous améliorer.

La collaboration a différents avantages.

Le plus simple est que chaque régulateur a une meilleure idée des approches adoptées dans les autres secteurs et peut offrir des leçons : de nouvelles idées, ou son expérience de ce qui a bien ou moins bien marché.

Résoudre des problèmes dans des secteurs différents peut nous permettre de travailler plus efficacement pour les consommateurs. Nous travaillons chacun pour les consommateurs dans nos secteurs mais il est probable que la plupart des ménages consomment des services dans la plupart de nos secteurs. Une bonne partie du comportement du consommateur est très spécifique au secteur concerné - les mêmes personnes se comportent de manière très différente quand elles achètent une assurance pour leur voiture, utilisent les services d'un médecin, achètent un téléphone portable ou utilisent les égouts. Il y a cependant des aspects, tels que les coûts, pour lesquels il est probable qu'une vision commune nous permettra de mieux comprendre et servir les consommateurs.

Une approche homogène peut en elle-même produire des avantages, particulièrement pour les investisseurs. L'homogénéité cependant ne doit pas être présumée et l'homogénéité ne doit pas être un objectif en soi. Nos secteurs diffèrent l'un de l'autre à beaucoup d'égards : la demande des consommateurs, les caractéristiques techniques des produits et des réseaux, les niveaux de concurrence. Quand elle est utilisée à bon escient cependant, l'homogénéité peut offrir à l'investisseur une vision plus cohérente et plus simple à comprendre.

La régulation pose des défis qui, pour des raisons pratiques, dépassent les limites des différents secteurs. La construction d'une infrastructure par exemple peut requérir une coordination intersectorielle.

Les régulateurs peuvent aussi éventuellement bénéficier de leurs propres économies d'échelle. Quand nous sommes tous confrontés à un problème similaire, essayer de le résoudre ensemble peut nous permettre d'utiliser moins de ressources que si nous le faisons séparément.

Il y a cependant des limites aux bénéfices de la collaboration. Pour beaucoup d'entre nous la régulation économique n'est qu'une partie de nos responsabilités ; et il peut être plus important d'assurer la cohérence entre une question particulière et nos autres responsabilités dans notre propre secteur plutôt qu'avec les régulateurs économiques de secteurs voisins. La réglementation du rail et de l'aviation par exemple comprennent des considérations de sécurité d'importance vitale ; les télécommunications impliquent la gestion d'un spectre limité et la supervision d'importants services publics de radiodiffusion; dans le domaine des services financiers la supervision de la conduite des firmes doit aller de pair avec le développement de la concurrence.

Les membres de l'UKRN se sont engagés à collaborer pour atteindre leurs objectifs. Cet engagement comprend un programme de collaboration sur les questions de nature intersectorielle et l'application des leçons retenues par les différents secteurs dans le but d'améliorer le système de régulation économique.

Les domaines prioritaires pour l'UKRN comprendront la facilitation de projets d'investissement multisectoriels efficaces; la promotion du dialogue avec les clients et du changement de compte dans les marchés réglementés ; l'évaluation de la résilience et de la cyber-sécurité intersectorielle ainsi que le développement d'une évaluation correcte du coût général des services réglementés pour les consommateurs. Nous passerons également en revue l'expertise disponible au sein du personnel de tous les régulateurs pour voir si nous pouvons tirer un meilleur parti de nos rares experts.

Et – pour la première fois – le gouvernement, ou les investisseurs, ayant des questions impliquant plusieurs secteurs, pourront prendre le téléphone et parler à une seule personne qui pourra s'assurer que ces questions soient traitées collectivement si nécessaire. De la même manière nous pourrions mieux comprendre, en entendant mieux les leçons retenues par les différents secteurs, comment le gouvernement peut travailler de la manière la plus efficace avec les régulateurs indépendants – une chose qui à mon avis a été négligée depuis beaucoup trop longtemps.

Nous avons affecté des ressources à un petit bureau pour coordonner et diriger le processus, le personnel étant fourni par les régulateurs. Des ressources seront également affectées aux projets par chacun des régulateurs impliqués et les Directeurs Généraux suivront leurs projets de près.⁶ Il y aura également un petit panel d'experts pour soutenir et critiquer nos idées et notre travail et ces critiques seront transparentes de manière à ce que tout le monde puisse voir ce que nous faisons.

Ceci ne pas une invasion du monde ou une tentative de créer un "super-regulador", comme en Espagne, en Estonie ou aux Pays-Bas. Le travail d' UKRN's est très étroitement défini. Nous ne ferons rien que nous ne serions pas prêts, en tant que Directeurs Généraux, à soumettre à nos conseils d'administration et à mettre nous-mêmes en œuvre. Nous nous concentrerons sur le travail qui à notre avis peut être mieux exécuté en collaboration ou pour lequel nous avons des choses à apprendre les uns des autres, et seulement lorsqu'il est clair que ce travail aura un impact pratique.

Il ne s'agit pas non plus de compromettre l'indépendance des régulateurs ou la capacité de chaque régulateur de prendre les meilleures décisions pour son secteur. Les fonctions et responsabilités des régulateurs restent les mêmes, chaque Directeur Général siégeant au UKRN restant responsable séparément devant son propre conseil d'administration. Au-delà des Directeurs Généraux il n'y a pas de supervision collective, nous restons, comme maintenant, responsables séparément.

Conclusion

L'UKRN est pour nous une opportunité de développer les meilleures pratiques et d'identifier les moyens de fournir plus d'avantages aux consommateurs que nous servons chacun d'entre nous.

En tant que régulateurs individuels, et collectivement, nous sommes déterminés à apprendre ce qui a bien fonctionné en matière de régulation économique, et ce qui peut être amélioré, et ce pour nous permettre de réaliser la prochaine phase d'investissements en infrastructures de manière efficace et dans l'intérêt des consommateurs.

Nous invitons les chercheurs, les groupes de consommateurs, les entreprises et d'autres à nous aider à mieux comprendre l'efficacité des divers leviers de régulation et

6 L'organisation et les responsabilités de UKRN sont détaillés au tableau 5

de concurrence ; à évaluer les pratiques de régulation ; et à évaluer les gains éventuellement produits en apportant des changements plus fondamentaux à la structure du marché; et à évaluer comment la régulation économique peut le mieux répondre aux défis posés par une période de renouvellement et d'expansion de l'infrastructure nationale.

Nous sommes ravis de voir l'évolution parallèle suivie par le Club des Régulateurs. Nous croyons qu'il existe une réelle opportunité d'échanges de vues entre nos deux groupes - ainsi que par le biais du réseau de l'OCDE – et nous nous réjouissons d'échanger nos opinions et de partager notre travail avec vous.

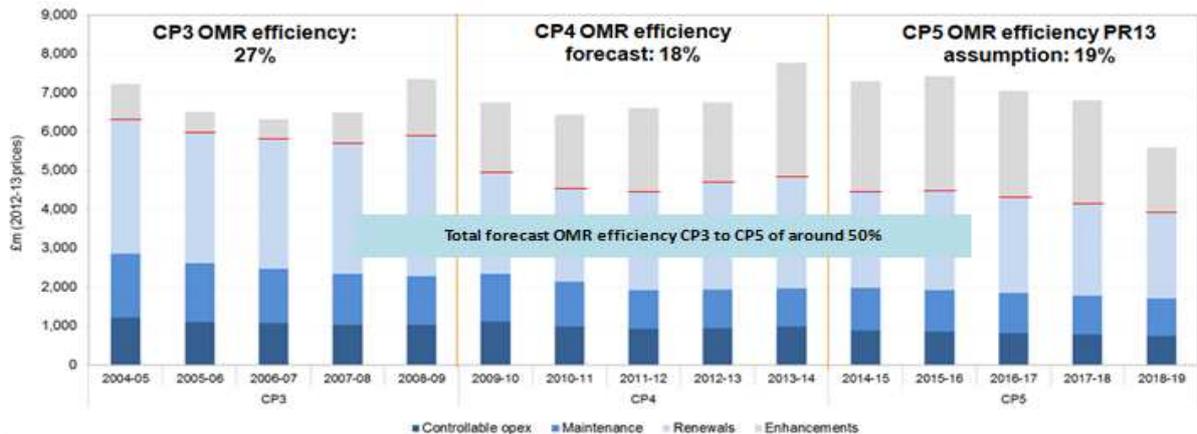
Merci, et bonne chance.

Richard Price

Directeur-général, Office of Rail Regulation britannique,
et Président, UK Regulators' Network

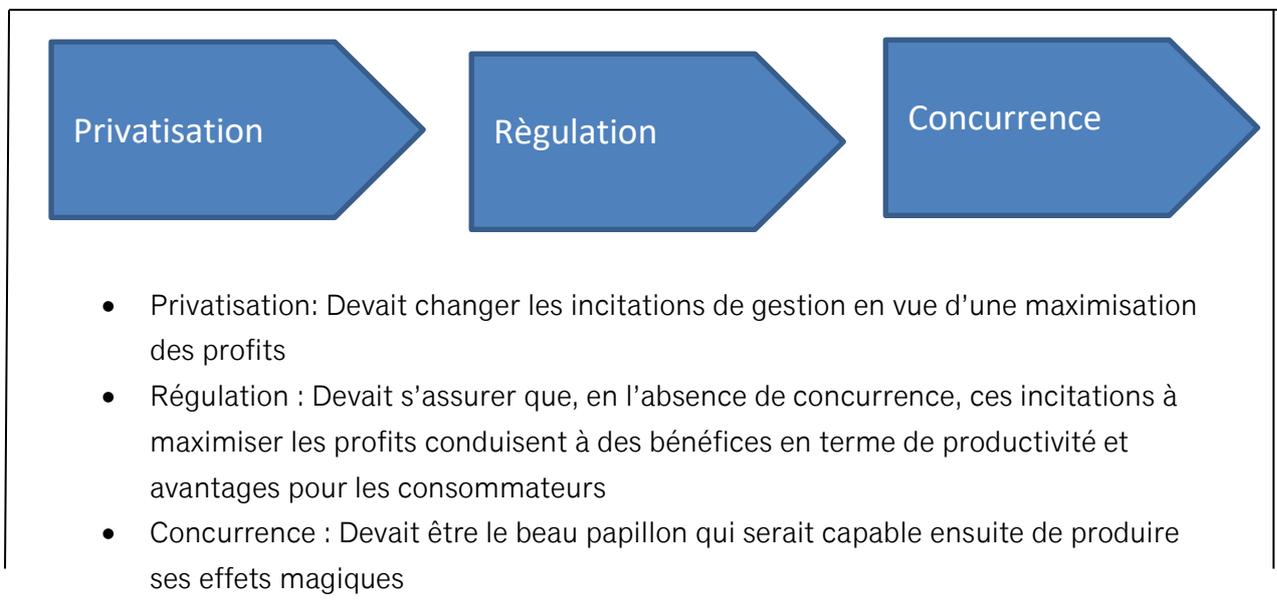
Annexe: tableaux

Tableau 1: Coûts d'exploitation, de maintenance et de renouvellement de Network Rail et dépenses liées à l'amélioration du réseau de 2004-05 à 2018-19: une amélioration de l'efficacité libère des financements pour la croissance et l'amélioration du réseau



Source: Office of Rail Regulation

Tableau 2 – Privatisation: l'histoire prévue



Source: Amelia Fletcher: *Privatisation, economic regulation and competition in the utilities: Have we got the balance right?*; Beesley Lecture Series, 14 November 2013

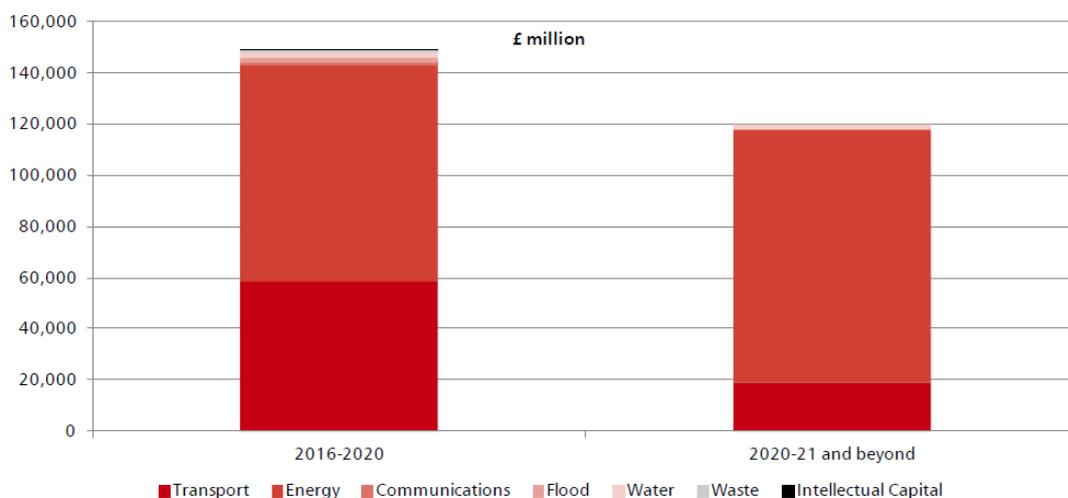
Tableau 3: Régulation – Evolution des priorités

Règlementation des prix de détail	Règlementation des tarifs d'accès	Cadre de réglementation de la concurrence
<p>La plupart des services d'eau et d'égouts</p> <p>Timbre du service postal universel</p> <p>Aéroports de Heathrow, Gatwick et Stansted</p> <p>Tarifs ferroviaires réglementés</p>	<p>Transmission et distribution de l'énergie</p> <p>Infrastructure British Telecom</p> <p>Eau, égouts</p> <p>Network Rail (gestionnaire d'infrastructure ferroviaire)</p> <p>(Systèmes de paiement)</p>	<p>Services financiers</p> <p>Distribution telecom</p> <p>Energie – marchés de gros</p> <p>Energie – Distribution (jusqu'à maintenant!)</p> <p>Services Eau/Egouts pour clients à forte consommation</p> <p>Autres services postaux</p> <p>Autres aéroports</p> <p>Autres tarifs ferroviaires</p>

Source: Amelia Fletcher: *Privatisation, economic regulation and competition in the utilities: Have we got the balance right?*; Beesley Lecture Series, 14 November 2013

Tableau 4: Investissements en infrastructure prévus, par secteur, prix 2012-13

Investissements 2016-1017



Source: HM Treasury: National Infrastructure Plan 2013; December 2013

Tableau 5: Cadre de réglementation au RU – organisation

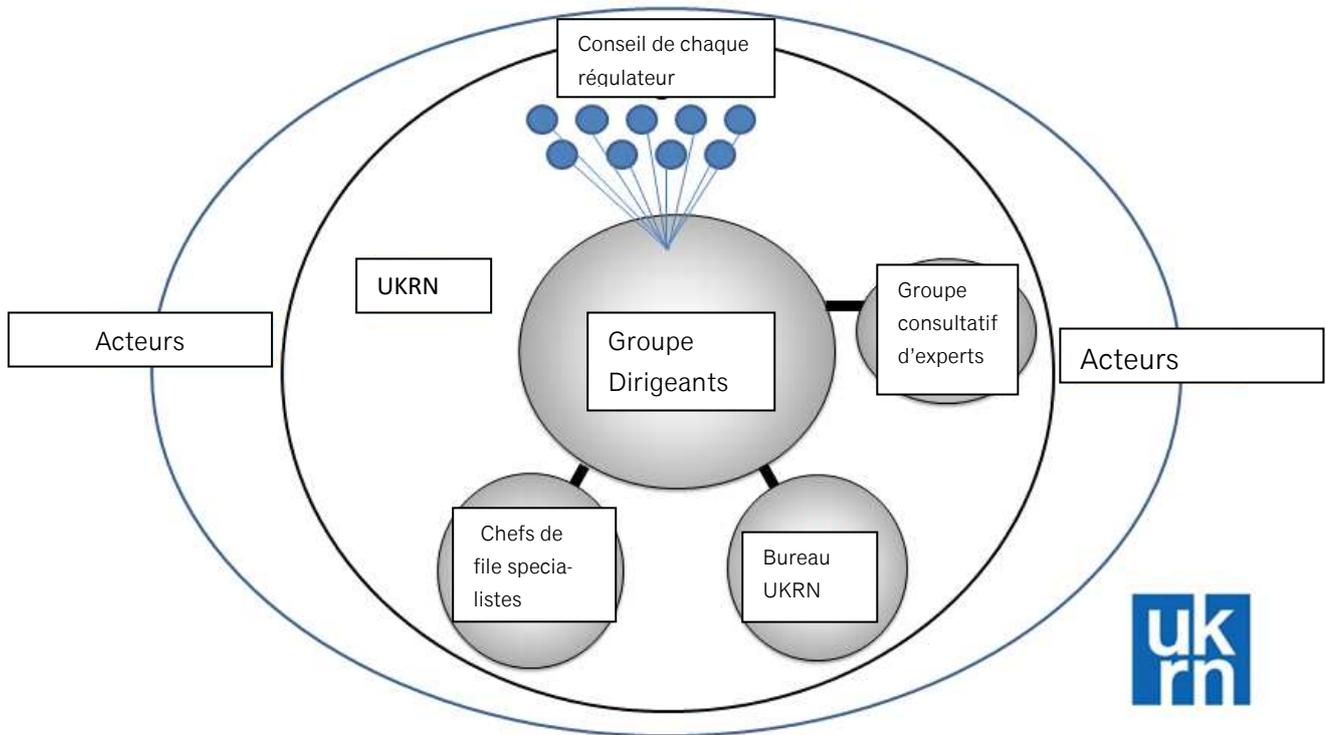


Tableau 6: Réseau des Régulateurs britanniques: Gouvernance de projet et réalisation

